

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 07 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC

ZA de la Plaisse
73370 Le Bourget-du-Lac

Références : 20240219_RAP_InspSCBL_Tapis_Complet.odt
Code AIOT : 0006101522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC implanté Les Ramées 73370 Le Bourget-du-Lac. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté préfectoral du 25/10/23 prescrit à son article 71.1.4 la mise en service d'une bande transporteuse permettant l'évacuation des matériaux alluvionnaires de la carrière SCBL vers les installations de traitement de la société SCMS située à La Motte Servolex et ce au plus tard le 01/01/25.

C'est dans ce cadre que l'exploitant a souhaité présenter, au service d'inspection des installations classées et aux autres services concernés (DDT 73 et DREAL EHN), les résultats des réflexions et études déjà engagées sur ce sujet depuis l'obtention de l'AP. L'objectif de cette réunion était d'une part, de présenter aux différents services instructeurs les caractéristiques du projet et les principales incidences induites et d'autre part, d'illustrer ces enjeux en parcourant lors d'une visite le tracé du futur linéaire.

C'est dans ce contexte que le service d'inspection des installations classées a conduit cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC
- Les Ramées 73370 Le Bourget-du-Lac
- Code AIOT : 0006101522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCBL est composée des deux actionnaires suivants :

- 50 % société LANGAIN (société de bâtiment et de travaux publics);
- 50 % société SCMS (exploitant de carrières, filiale du groupe EIFFAGE).

L'exploitation du site est aujourd'hui réalisée sous couvert d'un arrêté préfectoral portant

renouvellement et extension du 25 octobre 2023.

Elle se fait par campagnes discontinues selon les besoins de la société LANGAIN ou de la société SCMS. Aucune entreprise extérieure ni aucun particulier ne vient directement s'approvisionner sur ce site dont l'exploitation est menée par du personnel et des engins de la société LANGAIN et également de la société SCMS.

L'exploitation se fait à la pelle mécanique complétée d'une chargeuse. Une partie des matériaux extraits est acheminée par camions semi-remorques vers la plate-forme de traitement des matériaux LANGAIN située, au nord, à quelques centaines de mètres de la carrière. L'autre partie des matériaux est prise en charge par la société SCMS qui approvisionne par tombereau son site de La Motte Servolex, au sud, par l'intermédiaire du chemin privé dit "de la combe des vallons".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'article 7.1.1.4 de l'AP du 25/10/24, l'exploitant a souhaité présenter le tracé définitif du futur convoyeur. Pour autant, les échanges avec l'exploitant ont mis en évidence de possibles difficultés quant au respect de la date butoir de mise en service de cet aménagement prescrit au 01/01/25. Une attention particulière sera portée par le service d'inspection des installations classées quant au décalage potentiel de la date effective de mise en service au regard de l'engagement de l'exploitant dans les différentes procédures administratives et techniques nécessaires à ce projet.

Par ailleurs, lors de cette visite d'inspection, les constats ont mis en évidence des écarts quant à la bonne gestion des eaux pluviales et l'absence d'information du service d'inspection des installations classées. Des demandes de justification et d'actions correctives ont donc été formulées et nécessitent une réponse rapide sous peine de proposer à Monsieur le préfet la signature d'un arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur pour la carrière SCBL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.1.4
Thème(s) : Autre, Convoyeur à bande
Prescription contrôlée : Dans les meilleurs délais et au plus tard le 1er janvier 2025, après études préalables quant à l'impact de cet aménagement sur le bruit et l'environnement, sera mise en service une bande transporteuse permettant l'évacuation des matériaux alluvionnaires vers les installations de traitement de la société SCMS située à La Motte Servolex.
Constats : Lors de la revue documentaire réalisée lors de l'inspection, la SCBL a présenté les premières études préalables quant à la définition de l'implantation du futur linéaire du convoyeur engagées depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral le 25/10/23. Ces études ont conduit la SCBL à définir un tracé définitif du convoyeur qui transitera essentiellement en bordure de l'actuelle piste de transport interne et pour partie au droit de

boisements existants.

D'une longueur de l'ordre de 2 km, cet aménagement aura pour vocation de remplacer le transport interne sortant de la carrière liées à l'extraction de granulats et transitant de la carrière SCBL au site d'accueil et de pesée SCMS situé à La Motte Servolex.

Il est précisé lors de cet échange que le trafic routier lié à l'apport de matériaux inertes de La Motte Servolex vers la carrière SCBL sera maintenu. Les modalités de réception de ces matériaux ne seront pas modifiées. En effet, les camions entrants transiteront toujours en premier lieu par la bascule puis les camions emprunteront la piste actuelle jusqu'à la carrière. Ce mode de fonctionnement induit pour l'exploitant le maintien d'une piste au droit du vallon des Combes et donc de déporter le linéaire de convoyeur en limite de la piste existante.

Cette présentation a mis en lumière la nécessité pour l'exploitant de :

- déposer une demande d'autorisation de défrichement portant sur une superficie de 430 m², intégrant l'étude des variantes de l'implantation du convoyeur (DDT73) ;
- réaliser une note hydraulique relative à la gestion des eaux pluviales au niveau de la piste et des zones traversées ;
- constituer un dossier de demande de dérogation à la destruction des espèces protégées en marge du dossier de demande de défrichement (DREAL – EHN) ;
- se rapprocher de la police de l'eau de la DDT pour valider les solutions de franchissement du ruisseau des Combes en entrée sud de la carrière SCBL.

À la suite de cette revue documentaire, le service d'inspection des installations classées, accompagné des personnes présentes, a parcouru le tracé du futur linéaire en faisant des arrêts prolongés au droit des secteurs à enjeux du projet.

Considérant d'une part les délais d'élaboration et d'instruction des dossiers évoqués ci-avant et d'autre part les étapes de construction de cet aménagement, la mise en service au 1er janvier 2025 apparaît compromise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des difficultés potentielles évoquées par l'exploitant pour respecter les délais prescrits à l'article 7.1.4 pour la mise en service du convoyeur à bandes (1/01/25), il est demandé à l'exploitant de transmettre au service d'inspection des installations classées au fur et à mesure de l'avancée du projet et de l'affinement des délais de réalisation, une information régulière par mail sur la validation des différents jalons évoqués lors de cette visite :

- date dépôts des dossiers ;
- obtention des arrêtés associés ;
- phasage des travaux ;
- difficultés rencontrées.

À noter que ces différentes étapes pourront utilement être présentées lors de la première commission locale de concertation et de suivi (CLCS) prescrite à l'article 1.10.6 de l'AP du 25/10/23.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux superficielles sur le site sont les eaux météoritiques et les eaux utilisées dans le cadre de la lutte contre les poussières. Le procédé d'exploitation ne nécessite pas d'eau.

L'exploitant maintient la perméabilité naturelle du site.

Les eaux pluviales s'infiltrent directement et gravitairement dans les sols. Les eaux de ruissellement rejoignant le carreau d'exploitation sont collectées par des drains associés à des

fossés, puis orientées vers les bassins d'infiltration de façon à éviter tout rejet direct vers le milieu naturel. Ces derniers sont dimensionnés pour assurer le stockage d'une pluie cinquantennale. Aucun rejet dans le ruisseau des Combes n'est autorisé.

Constats :

Au cours de la visite et en particulier lors de l'arrêt prolongé au niveau de l'entrée sud de la carrière SCBL, il a été constaté des traces notables de ruissellement gravitaire des eaux de pluie de la zone d'exploitation en cours (décapage des matériaux superficiels réalisé lors de la phase 1 par la société La Forezienne TP) vers le ruisseau des Combes.

À noter cependant qu'aucune constatation d'un trouble du cours d'eau n'était visible lors de la visite.

Pour autant, le représentant de l'exploitant a bien confirmé ces difficultés de gestion des eaux pluviales à cet endroit précisant qu'une réflexion était en cours pour trouver des solutions pour remédier à cette problématique.

Il a été rappelé par le service d'inspection des installations classées que l'arrêté préfectoral en vigueur ne permettait pas le rejet direct des eaux météoriques vers le ruisseau des Combes insistant sur le fait que, lors de l'instruction du dossier de demande de renouvellement/extension, le service instructeur avait bien questionné l'exploitant sur les mesures mises en œuvre pour garantir l'absence d'impact de l'exploitation sur le cours d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ces constatations, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois le plan d'actions mis en œuvre pour garantir l'absence de rejets dans le cours d'eau et ainsi respecter l'article 3.4.1 de l'AP du 25/10/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rejets d'eau dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales s'infiltrent directement dans le sol. Cependant : lors d'épisodes pluvieux importants, les ruissellements des eaux superficielles peuvent être conséquents, ce qui implique de collecter ces eaux dans des bassins de décantation localisés sur plusieurs secteurs de la carrière et dans lesquels les eaux s'infiltrent naturellement sans rejet vers l'extérieur.

Afin de s'assurer de l'absence d'impacts sur la qualité des eaux du ruisseau des Combes, des analyses annuelles des eaux, en amont et aval de la zone d'exploitation, sont réalisées. Ces mesures devront être réalisées pendant l'exploitation du site et hors période de crue. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations classées et transmis au Comité Intercommunautaire pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB).

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais. Dans l'hypothèse où les résultats d'analyses mettent en évidence une évolution défavorable au niveau de la qualité des eaux du ruisseau des Combes, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la dérive ou de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'ensemble des résultats ainsi que leur interprétation sont consignés dans un document

<p>(registre/tableaux...), éventuellement sous forme électronique, comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (débit du cours d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les paramètres analysés sont les suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> • la température (en °C), • le pH, • la conductivité, • la demande chimique en oxygène (DCO), • les Matières En Suspension (MES), • la turbidité • les Hydrocarbures totaux (HCT). <p>Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>La localisation des 2 points de mesure (amont et aval) est présentée en annexe 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats de rejets dans le ruisseau des Combes au niveau de l'entrée sud de la carrière SCBL ont été faits lors d'une visite fortuite sur site sans information préalable de l'exploitant au service d'inspection des installations classées.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article 3.4.2 de l'AP du 25/10/23, « toute anomalie » de ce type doit être signalée sans délai au service de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois tout élément permettant de justifier de l'absence d'impact des opérations de décapage (phase 1) sur le ruisseau des Combes.</p> <p>Ces éléments devront être accompagnés d'une note précisant les mesures prises ou envisagées pour éviter tout autre incident et en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>